

Note liminaire : Une territorialité oubliée

Serge Courville

Volume 28, numéro 73-74, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021645ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021645ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Courville, S. (1984). Note liminaire : Une territorialité oubliée. *Cahiers de géographie du Québec*, 28(73-74), 5-7. <https://doi.org/10.7202/021645ar>

Note liminaire

UNE TERRITORIALITÉ OUBLIÉE

Dans un récent numéro des *Annals*, J. Fraser Hart (1982, 72(1) : 1-29) reprochait aux géographes américains d'avoir perdu le sens du récit, de ne plus être en mesure de raconter avec un langage simple et accessible à tous le territoire dans lequel ils vivent et qui constitue leur terrain d'enquête privilégié. Chez lui, ce reproche prenait une teinte particulière, du fait qu'il référerait non seulement aux « modes » qui animent la discipline depuis plus de vingt ans, mais aussi aux difficultés qu'elle éprouve aujourd'hui de s'en dégager pour renouer avec une tradition qui avait su, à tout le moins, s'intéresser au vécu même de ceux qu'elle étudiait.

À considérer le sort réservé chez nous aux études de géographie rurale depuis la fin des années cinquante, on peut se demander si ce reproche ne vaut pas aussi pour notre géographie car, mises à part quelques contributions isolées sur le Québec rural, rares sont les équipes de géographes qui se sont engagées dans des programmes majeurs de recherche sur la campagne québécoise. Que sait-on du rang et du village au Québec ? Des problèmes de marginalité en milieu rural ? Des modes historiques d'appropriation du sol dans la vallée du Saint-Laurent ? De l'évolution des relations ville-campagne depuis le XVII^e ou le XVIII^e siècle, etc. ? Peu de choses en vérité, guère plus en tout cas que ce que nous avaient déjà livré les synthèses de la géographie classique sur le sujet, complétées, il est vrai, des travaux de Harris sur le système seigneurial. Faute d'efforts poursuivis, l'analyse ici a vite dû s'appuyer sur du matériel d'emprunt qui, à force d'être remanié et réutilisé, souvent sans critique suffisante, a fini par appauvrir une démarche par ailleurs handicapée par sa trop grande sensibilité « à tout ce qui se fait ailleurs ». Pis encore, elle a préféré ignorer les questions pour lesquelles la recherche ne disposait d'aucune information statistique valable plutôt que de tenter de les cerner par des programmes de recherche appropriés valorisant l'une des principales fonctions de la géographie : la fonction EXPLORATOIRE.

Entendons-nous bien ! Ce que nous déplorons ici, c'est moins le déclin d'un genre de géographie que l'abandon plus ou moins conscient d'un type d'interrogation qui eût pu nous conduire à une meilleure connaissance de l'espace et du développement québécois. Réflexe de traditionaliste ? De scientifique en mal de territoire ? Peut-être ! Mais surtout, un constat : notre géographie ne contribue plus qu'à demi à l'étude de la territorialité¹ québécoise, en particulier dans le monde rural où subsistent encore tant de traces de sa genèse.

Que ceux qui s'inquiètent d'un éventuel retour au « Mythe des origines » ou à une géographie classique « vidalienne » ou « blanchardienne » se rassurent : la remarque ne vise qu'à faire prendre conscience de l'écart qui sépare aujourd'hui nos préoccupations de celles qui animaient autrefois la discipline et surtout, de l'étonnante facilité avec laquelle notre géographie a cru pouvoir se « spécialiser » en cédant aux

charmes d'un modernisme d'imitation qui ne savait plus que faire d'une recherche empirique surannée. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : davantage préoccupée de son évolution comme science que d'une recherche des faits à partir desquels elle allait pouvoir s'interroger et construire ses analyses, la géographie québécoise en est venue à abandonner progressivement le champ de l'investigation directe au profit d'études de plus en plus théoriques et de plus en plus coupées de la réalité.

Certes, il faudrait nuancer et reconnaître que tout n'est pas condamnable dans cette évolution (l'Histoire d'ailleurs démontrera le rôle important qu'a eu cette phase d'apprentissage dans le développement de nos concepts, de nos techniques et de nos méthodes). Mais dans l'ensemble, il nous faut admettre que la recherche ici a souffert de carences qu'il importe aujourd'hui de corriger pour faire œuvre véritablement créatrice. Est-ce à dire qu'il nous faille pour autant abandonner toute réflexion théorique, tout emprunt, au profit d'une homogénéité de pensée, d'objet et de méthode appliquée à un ethnocentrisme stérile? Sûrement pas! Ce qu'a vécu la géographie, d'autres sciences l'ont vécu et l'expérience montre que c'est par la diversité d'approches et l'échange (à tous les plans) avec d'autres que l'on parvient le mieux, généralement, à cerner la réalité. Mais cela peut vouloir dire de se préoccuper peut-être davantage, chacun dans son domaine, de pister les faits sur lesquels on s'appuiera plus tard pour développer les problématiques et les modèles d'analyses appliqués à l'étude du Québec rural. Cela nous conduirait d'une part à renouer avec ce sens du terrain qu'avaient les Anciens (terrain étant entendu ici au sens large) et d'autre part, à établir des bases nouvelles de collaboration avec les autres disciplines; des bases qui dépasseraient le stade élémentaire des emprunts au profit de recherches plus concertées, menées en fonction des domaines de compétence de chacun. Nous sommes loin encore au Québec d'une telle concertation et l'expérience montre les embûches qui attendent tous ceux qui tentent de la concrétiser. Mais la volonté y étant, peut-être parviendrons-nous un jour à poser les jalons de ce que pourrait être une véritable démarche interdisciplinaire.

L'un des premiers pas qu'il nous paraissait possible de franchir dans cette direction consistait à placer ce numéro spécial des *Cahiers* à l'enseigne de la territorialité rurale québécoise et à inviter quelques collègues intéressés par la question à venir faire état de leurs réflexions sur le sujet. La réponse a été on ne peut plus encourageante et permet, d'ores et déjà, d'appréhender quelques-unes des avenues qui s'offrent aujourd'hui à la recherche pour renouer avec un univers demeuré pendant trop longtemps négligé.

Ce que recherchent surtout les auteurs dans ce numéro, c'est moins l'explication des formes concrètes du paysage ou de la culture au Québec — encore que cette préoccupation soit partout présente dans les textes — que l'exploration des champs constitutifs de ce qui forme ici la relation homme-espace-temps-société. Ces champs sont entrecroisés, ont une durée propre et déterminent des aires où s'exprime l'originalité du groupe. *Champ du langage*, d'abord, que d'aucuns ont choisi d'aborder par le biais de la toponymie (J. Langevin), d'autres, par celui du discours qui transpire des petites images dévotives d'autrefois (J. Simard). *Champ du pouvoir* qu'un collaborateur scrute à la lumière des relations historiques rangs-villages au Québec (M. Monette) et qu'un autre analyse en regard des politiques récentes de l'État sur l'aménagement des campagnes (B. Vachon). *Champ de l'économie*, que tous ou presque appréhendent en regard des champs précédents, soit par des problématiques reliées aux caractères et aux contraintes universelles de la paysannerie (R. De Koninck), soit par des réflexions relatives aux thèses sur l'agriculture seigneuriale (R. Lavertue) ou le développement et l'évolution des régions périphériques au Québec

(C. Dugas, R. Samson, J. Willis), soit encore par des interrogations sur les relations villes-campagnes vues à travers le portrait socioprofessionnel des villages de la rive nord de Montréal au XIX^e siècle (J.C. Robert) et la contribution inachevée de M.A. Lefebvre sur la mutation des campagnes (Y. Lépine). Enfin, *champ des organisations territoriales* (visibles ou non), qui aura déjà retenu l'attention de plusieurs chercheurs, mais dont l'analyse se poursuivra ici par des enquêtes à caractère génétique, méthodologique ou culturel (L. Beauregard, M. Bélanger, J. Rouffignat, M. Bellavance, L. Bureau, S. Courville, J. Mathieu et R. Brisson).

C'est donc à une véritable géographie de la différence que nous convient les auteurs, en nous dévoilant, chacun à sa manière, une partie des représentations, des connaissances et des pratiques qui caractérisent le monde rural québécois. Quant à la conclusion, elle appartient à Richard Cole Harris qui tente une difficile synthèse des propos tenus dans ce numéro. Ajoutée à toutes celles qui précèdent, sa contribution permettra de mieux situer l'apport de chacun et de stimuler l'effort de tous ceux qui poursuivront, à l'avenir, ce type de reconnaissance.

Enfin, pour aider ceux que la question intéresse, il a été prévu de compléter ce numéro d'une bibliographie sélective des écrits parus sur les rangs et villages du Québec. Elle a été réalisée par deux étudiants gradués de l'université Laval, soit Louis Dupont, du Département de géographie et Jacques Crochetière, du Département d'histoire, qui ont bien voulu consacrer une grande partie de leur temps disponible à la réunir et ce, en dépit des embûches, parfois insurmontables, qu'un tel travail pouvait présenter. On leur en saura gré quand viendra le temps de l'exploiter.

Serge COURVILLE
Responsable du numéro

NOTE

¹ Née par référence au comportement animal, la territorialité humaine a d'abord été définie comme « un phénomène de comportement associé à l'organisation de l'espace en sphère d'influences ou en territoires distincts considérés au moins partiellement exclusifs pour leurs occupants ou ceux qui les définissent » (Soja, cité par Raffestin, C. 1980, *Pour une géographie du pouvoir*. Paris, Librairies Techniques, p. 144). Aujourd'hui le concept est bien dégagé de cette analogie et alimente déjà l'un des courants les plus prometteurs de la géographie, parce que intégrateur de tous ceux qui l'ont précédé.